

# **Les jeunes français en attente de politique?**

Anne MUXEL

Centre d'Étude de la Vie Politique Française

Working Paper n.123  
Barcelona 1996

La construction de l'identité politique dans le temps de la jeunesse dépend de plusieurs registres de causalité dont l'action propre n'est pas toujours facile à différencier. Ainsi faut-il distinguer les facteurs liés à la spécificité de la socialisation politique elle-même, définie comme un processus d'acquisition des codes et des représentations qui délimitent le champ du politique, mais aussi comme un processus de formation, d'expression et de différenciation de choix politiques personnels. S'ajoutent à cela les facteurs liés au rôle propre de cet âge de la vie dans le processus général de la socialisation politique. Enfin, dernier ordre de facteurs à prendre en compte, et non des moindres, le rôle de la conjoncture politique elle-même, dont les effets touchent les jeunes au même titre que les autres classes d'âge. La question est alors de savoir si les jeunes réagissent différemment ou non que les autres à cette conjoncture.

## **1. ENTRÉE DANS LA VIE ADULTE ET ENTRÉE EN POLITIQUE**

Les années de jeunesse constituent une étape spécifique dans le processus de socialisation politique des individus. C'est d'abord un temps de transition dans la formation de l'identité sociale, et donc aussi de l'identité politique, où se réalise le passage d'une situation de dépendance de l'enfant envers sa famille et l'institution scolaire vers la réalisation d'une autonomie adulte. Etape charnière entre le temps de l'apprentissage, où s'acquièrent et se transmettent les codes élémentaires ainsi que les premiers repères pour interpréter le champ politique, et le temps de la mise à l'épreuve de ceux-ci une fois confrontés à la réalité sociale et politique dans laquelle le jeune adulte doit arrêter des choix personnels et concrets. C'est dans ce mouvement de construction identitaire et d'autonomisation personnelle que se mettent en forme les signes et les attributs d'une identité politique spécifique. C'est dans ce moment de la vie que s'opère le passage d'un état de citoyen de droit à un état de citoyen actif faisant usage de ses droits civiques et politiques.

Entendue ainsi cette période de la vie est régie par une expérimentation active des pratiques et des normes sociales. Plus qu'à d'autres âges, l'individu doit négocier son héritage social, culturel et politique: les valeurs, les principes, les opinions ou les choix émis et prescrits par la génération de ses parents qu'il voudra garder et reconduire et ceux qu'il mettra de côté ou rejettera. La socialisation s'inscrit dans un processus interactif sous-tendu, dans ce temps de la vie, par une crise normative d'identité<sup>1</sup>. Cette période fait l'objet d'une série d'essais, d'une suite d'ajustements au travers desquels le jeune expérimente les différentes implications de son apprentissage du monde social. C'est un temps de

«moratoire psycho-social», pour reprendre un terme utilisé par Erik H. Erikson, un temps de mise en retrait, d'organisation et de réorganisation dans la construction de l'identité sociale de l'individu.

Si le moratoire est constitutif du temps existentiel propre à la jeunesse, son expérience est d'autant plus inévitable qu'elle se trouve renforcée aujourd'hui par l'imposition de la société elle-même. Entrer dans la vie sociale adulte, en période de crise et de dissolution des repères essentiels qui façonnaient, dans un passé encore récent, la socialisation des jeunes générations, suppose l'existence d'un sas obligatoire. Ainsi accède-t-on plus tardivement et avec beaucoup plus d'embûches, à un statut professionnel durable, entre-t-on dans la conjugalité et dans la parentalité à un âge plus proche de la trentaine que de la vingtaine, enfin reste-t-on chez ses parents de plus en plus longtemps y vivant les premières expériences sexuelles et souvent une vie de couple. Ce qui, il y a vingt ans, était inconcevable. Les seuils les plus rudimentaires, certains traditionnellement initiatiques, du passage à la condition adulte -un travail, une sexualité libre, l'entrée dans la conjugalité, ou encore une autonomie résidentielle-, n'ont donc ni la même accessibilité ni la même lisibilité sociale que par le passé.

A ce cumul de retards vient s'ajouter encore la confusion des statuts. Car si les critères de maturité ne cessent d'être modifiés dans le sens d'une responsabilité juridique toujours plus précoce, le jeune adulte est aussi traité comme un sujet social devant être protégé. Ainsi les politiques menées en direction de la jeunesse sont-elles contradictoires en bien des points. Elles façonnent une «discrimination positive» envers une jeunesse n'ayant de fait pas les moyens d'accéder à une réelle autonomie, d'une part, tout en entérinant institutionnellement et juridiquement la reconnaissance d'une responsabilité légitime de plus en plus précoce, d'autre part. Encore récemment, la question du droit de vote à 16 ans a été soulevée.

Pour comprendre la formation et la transformation des attitudes et des comportements politiques dans le temps de la jeunesse, ces mêmes paradigmes d'analyse peuvent être utilisés. On observe un temps de maturation, un délai caractéristique du rapport des jeunes à la politique, un «moratoire», que l'on peut considérer comme une étape spécifique du processus de socialisation politique<sup>2</sup>. Il induit de fait une plus grande vulnérabilité politique que dans le cours ultérieur de la vie. C'est un moment d'expérimentations de toutes sortes qui interfèrent nécessairement sur le rapport au politique. Les orientations politiques sont plus malléables, les comportements moins assurés. Par ailleurs, l'indétermination des facteurs d'insertion sociale, particulièrement accusée au sein de la jeunesse,

vient renforcer cette vulnérabilité. Etant donné leur relative exclusion du système productif, et l'incertitude liée à leur statut social, le sentiment de leur efficacité sociale peut être mis à mal. Une telle situation ne peut que venir renforcer leurs doutes sur leur efficacité politique. C'est durant les années de jeunesse que le taux d'inscription sur les listes électorales est le plus bas (41% des non-inscrits sont âgés de moins de 25 ans). C'est aussi durant cette période que l'on compte le plus grand nombre d'abstentionnistes lors des consultations électorales. De ce strict point de vue, si le fait d'être «adulte» en politique a un sens, alors on l'est très tard. Il faut attendre la trentaine, voire la quarantaine, pour que les taux d'inscription sur les listes électorales et de participation aux élections atteignent ceux de l'ensemble des autres classes d'âge. Ainsi l'entrée en politique est-elle un processus étroitement lié à l'ensemble des autres processus d'entrée dans la vie sociale.

## **2. LES CONDITIONS ACTUELLES DU REPÉRAGE POLITIQUE**

Pour faire des choix politiques, pour reconnaître une appartenance idéologique, pour signifier une affiliation partisane, il faut disposer de repères et mobiliser un certain nombre de ressources permettant de se situer. Ces repères quels sont-ils? A partir de quoi l'identité politique des jeunes d'aujourd'hui peut-elle se constituer? Quels sont les pôles d'influence qui les interpellent et qu'ils peuvent mobiliser?

Dans un moment de crise sociale et de crise politique les jeunes Français d'aujourd'hui sont encore plus directement confrontés à la nécessité d'expérimenter à la fois les modèles transmis par la culture politique des générations les précédant et de nouveaux types d'attitudes et de comportements nés dans la conjoncture récente. Ils entrent en politique dans un moment de profondes mutations sociales et économiques, où sévit par ailleurs une crise du politique particulièrement marquée depuis une dizaine d'années. Une double crise du politique. Crise de la représentation et crise d'appartenance. Crise de la représentation, en ce sens qu'elle se caractérise par la perception d'une opacité du monde politique, par le sentiment d'une coupure entre les citoyens et leurs représentants élus, ainsi que par un discrédit croissant de la légitimité de ces derniers. Cette crise touche le fonctionnement des institutions politiques elles-mêmes ainsi que l'offre programmatique des partis ou des organisations. A cette crise de la représentation s'ajoute une crise d'appartenance et d'identification. Le décodage de la réalité des enjeux politiques actuels est plus difficile. Les repères permettant de s'orienter pour définir des choix, voire d'éventuels engagements

sont partiellement brouillés. La constitution d'affiliations idéologiques ou partisans est moins stable que par le passé, entraînant une plus grande volatilité de l'électorat, une participation plus négative ou plus incertaine, ainsi que le développement d'expressions politiques plus protestataires. Difficile dans ces conditions pour un nouveau venu en politique, pour un jeune et nouvel électeur potentiel, de faire son choix.

### ***Une crise de la représentation politique?***

Les mécanismes de la représentation politique sont soumis en France à une contestation de plus en plus forte. L'abstentionnisme électoral, particulièrement marqué au tournant des années quatre-vingt-dix a conduit à s'interroger sur le fonctionnement même de notre démocratie.

Encore récemment, lors du scrutin présidentiel de 1995 la tendance est à la baisse de la participation politique. En 1974, seuls 15,1% des électeurs s'étaient tenus à l'écart de l'élection, en 1981, 18,3%, en 1988, 18% et en 1995 ils sont 20,6%. Interrogés au début de l'année 1995, quatre Français sur dix déclarent que si on supprimait les partis politiques ce ne serait pas vraiment grave. Ils sont 62% à penser que la plupart des dirigeants politiques sont corrompus et 72% à penser que ceux qui gouvernent qu'ils soient de droite ou de gauche ne se préoccupent pas des gens comme eux (en 1978 ils étaient seulement 59% à faire la même réponse)<sup>3</sup>.

L'univers des politiques et l'univers des citoyens sont de plus en plus perçus comme deux mondes parallèles, fermés l'un à l'autre. Leurs possibilités de dialogue sont étroites et l'incompréhension est dénoncée de part et d'autre de façon étonnamment réciproque. Les politiques ne comprennent plus leurs électeurs et ces derniers se sentent de plus en plus éloignés, voire déconsidérés par ceux-là même qu'ils ont pu soutenir ou choisir à un moment ou à un autre.

Les partis politiques eux-mêmes sont en crise, même si en France, sauf immédiatement après la Seconde Guerre mondiale, ils ont toujours été faibles. Seuls 3% des Français de plus de 18 ans (soit environ 1 million de personnes) disent être membres d'un parti politique, 11% être prêts à y adhérer. Si les Français n'adhèrent pas beaucoup plus aux associations, en revanche on les sent davantage prêts à s'engager: 60% se déclarent tentés par les associations de défense de l'environnement; 58% par une association d'entraide humanitaire, 48% pour les droits de l'homme.

Ainsi les Français se détournent-ils des partis traditionnels. Bien plus: seule une minorité d'entre eux 39% se sent bien représentée par ces partis. Le sentiment d'une bonne représentativité des syndicats est encore moindre (23%)<sup>4</sup>.

Cette crise de la représentation politique touche non seulement les organisations et les institutions politiques, mais aussi les leaders politiques eux-mêmes: seuls 35% ont le sentiment d'être bien représentés par au moins un homme politique.

L'expérience de l'alternance politique (1981, 1995) et des deux périodes de cohabitation (1986-1988; 1993-1995) a banalisé les clivages politiques et quelque peu brouillé le système de repères partisans mais aussi idéologiques. L'alternance de 1981 et l'expérience des socialistes au pouvoir, avec les deux septennats de François Mitterrand, ont imposé l'idée qu'il n'y avait pas de réelle alternative économique et sociale en France. Elle se termina sur un certain «désenchantement politique» non seulement pour les gens de gauche, mais d'une façon plus large car elle entraîna une perte de confiance de la part des citoyens quant aux capacités du pouvoir politique quel qu'il soit de transformer et d'améliorer les conditions de vie en société. L'alternance de 95 engendre très vite à nouveau un désenchantement analogue proportionnel aux espoirs qui l'ont provoquée. Le mouvement de novembre-décembre 1995 fut de ce point de vue une réponse des Français à cette absence d'espoir, par delà les seuls clivages partisans, trop longtemps contenue.

Cette crise de la représentation politique est non seulement profonde, mais elle est aussi complexe à démêler. Les partis et les institutions politiques ont à faire face à deux demandes de nature relativement paradoxale. Déçus par les organisations politiques traditionnelles, porteuses d'un projet global de société, les citoyens développent des attentes à la fois plus périphériques et plus catégorielles. Leur intérêt pour des mouvements associatifs, destinés à défendre des revendications circonstanciées et plus individualisées se développe au détriment de la confiance qu'ils peuvent accorder aux structures partisans ou syndicales classiques. Les nombreuses «coordinations autonomes» qui ont conduit la plupart des mouvements sociaux en France ces dix dernières années témoignent de cette évolution. Des demandes de «nouvelle politique» apparaissent, plus articulées autour de ce que l'on a pu appeler, à la suite de R. Inglehart, les valeurs postmatérialistes, centrées sur des préoccupations à la fois plus morales et plus privatisées<sup>5</sup>. Toutefois le chômage étant devenu une réalité endémique, ces mêmes citoyens demandent aussi des réponses politiques et

collectives à la crise sociale et économique de plus en plus menaçante. Les solutions sinon pour la résolution de celle-ci, en tous cas pour son amoindrissement, sont difficilement envisageables si elles n'ouvrent pas sur la perspective d'une alternative sociale et économique. Cette nécessité réintroduit des enjeux de société réels s'inscrivant dans un débat politique requérant des choix et des clivages idéologiques marqués, et s'articulant sur la perspective d'une lutte politique au sens traditionnel et partisan du terme. Ainsi observe-t-on bien une relative contradiction entre d'une part une offre politique de plus en plus consensuelle rencontrant une demande de pragmatisme et d'efficacité politiques émanant de la société civile elle-même, et d'autre part, des clivages sociaux et économiques ne cessant de s'exacerber, qui réintroduisent de réels enjeux politiques et sociétaux, sinon nouveaux en tous cas conflictuels, débouchant sur des luttes sociales fortement mobilisatrices. La crise de la représentation politique actuelle ne peut être appréciée en dehors de ce contexte. Elle est de fait liée à l'exacerbation de la crise sociale et économique.

Mais s'il y a crise de la représentation politique, les Français restent néanmoins en attente de politique. C'est un paradoxe qu'il faut souligner. La politique n'est pas à proprement parler victime d'un rejet. 57% des Français jugent que la politique est une activité honorable. 57% des Français pensent que la démocratie en France fonctionne bien et les Français sont en demande, c'est-à-dire en attente de politique<sup>6</sup>. Ils réclament des changements et l'amélioration de leurs conditions réelles de vie, des garanties sur leurs droits ainsi que sur leurs espérances. D'une certaine manière la dernière alternance politique qui a reconduit la droite au pouvoir avec Chirac élu président de la République en mai 95 est révélatrice de cette quête de changement.

Par ailleurs les capacités de mobilisation des Français témoignent aussi d'une certaine vitalité politique. Le mouvement de novembre-décembre 95, plus que seulement défensif était revendicatif, plus qu'un combat d'arrière-garde, il était porteur d'interrogations novatrices et de recherche de nouveaux équilibres à trouver dans la redistribution des ressources du secteur public et du secteur privé, entre la sphère de l'intervention collective et la sphère des intérêts des individus. Cela, dans un espace qui, bien sûr, ne se limite plus seulement au territoire national. La question européenne introduit des enjeux nouveaux qui doivent articuler, voire intégrer les spécificités nationales à l'interdépendance d'un système supranational. De ce point de vue, l'offre politique des partis, dans les années à venir, ne peut éviter de proposer des choix relatifs à ces nouveaux modes d'articulation ou d'intégration.

## ***Une crise d'adhésion?***

Pour un nombre sans cesse croissant d'individus, les repères permettant de se positionner en politique et d'arrêter des choix se constituent moins en fonction d'une adhésion et de la reconnaissance d'une sympathie qu'en fonction d'une opposition et de l'expression d'une volonté de démarcation politique. Plus du tiers de l'électorat (39%) exprime par son vote son refus des autres partis politiques avant d'exprimer une affiliation envers le parti choisi. Parmi les jeunes, 44% reconnaissent voter d'abord contre un candidat<sup>7</sup>. Si cette évolution perdure, si les logiques de différenciation prennent le pas sur les logiques d'identification devenues inopérantes ou par trop insatisfaisantes, c'est l'ensemble du procès de la socialisation politique des individus qui sera modifié.

Cette crise identitaire n'a bien évidemment pas la même portée selon les générations. Si les réactions à l'égard du jeu politique et si les représentations de la politique se déclinent sensiblement sur un même mode, plutôt négatif et à la recherche de sens, l'expérience politique qu'en font les unes et les autres se constituent à partir d'une antériorité qui n'est pas la même. Ainsi l'ensemble des classes d'âge adultes ont-elles bénéficié d'une socialisation politique dans un univers où les marqueurs idéologiques, le clivage gauche-droite, les grands repères du rapport de force politique international, étaient clairement établis et avaient une légitimité. La distance critique et l'image négative que ces classes d'âge expriment aujourd'hui à l'égard de la politique peuvent être référées à un «avant», à une mémoire capable de décliner un ensemble de signifiants organisateurs du débat politique d'alors mais aussi d'aujourd'hui. Dans le cas des jeunes, rien de tel. En ce sens l'expérimentation politique domine, mais par défaut.

Un certain nombre de valeurs qui différenciaient les enjeux des familles politiques de la droite et de la gauche sont devenues patrimoine commun. Par exemple, les droits de l'homme, la solidarité, la démocratie, la loi du marché et la compétitivité économique, la lutte contre le chômage, ou encore la conscience de la «fracture sociale» et des risques d'exclusion sont des référents transversaux et des thèmes mobilisateurs, utilisés par la plupart des forces politiques en présence.

L'élection présidentielle de 1995 confirme de façon significative, voire caricaturale, la crise de représentation que connaissent les institutions politiques



ainsi que la crise profonde d'appartenance et d'identification qui dérouta nombre d'électeurs.

L'incertitude qui fut au fond la caractéristique essentielle de ce scrutin, et ce jusqu'au dernier moment, a révélé l'ampleur du malaise sous-jacent lié à l'inadéquation de plus en plus marquée entre une offre politique défailante et relativement peu polarisée (à l'exception du Front national à l'extrême-droite) ainsi qu'à une perte de crédibilité à l'égard des hommes politiques ressentie par les citoyens, de plus en plus méfiants, sans doute déçus, restant souvent peu convaincus.

40% des électeurs (4 français sur 10), reconnaissent avoir fait leur choix pendant la campagne électorale ou les quelques jours précédant l'élection (chez les jeunes, c'est plus de la moitié 54%, en 88, ils n'étaient que 23% à se dire aussi incertains)<sup>8</sup>.

Face à Lionel Jospin au 2ème tour, J. Chirac remporte une nette victoire avec 52,7% des suffrages exprimés, mieux que F. Mitterrand en 1981, mieux que V. Giscard d'Estaing en 1974. Au 1er tour la dynamique de la droite est particulièrement impressionnante. Elle recueille 59% des voix pour ces quatre candidats confondus. En 1988 ce score n'était que de 50,7%.

Cette performance de la droite tient au cumul de deux dynamiques<sup>9</sup>: tout d'abord une avancée spectaculaire dans les milieux populaires (+18 points depuis 1988 parmi les ouvriers). J.-M. Le Pen qui franchit la barre de 15% avec 15,3% des voix qui n'avait jamais été franchie dans une élection nationale, progresse parmi les ouvriers, les employés et les chômeurs. Parmi les ouvriers actifs Le Pen obtient 30% des voix, L. Jospin n'en recueille que 21% (au 1er tour de 1988, 42% d'entre eux avaient donné leurs voix à F. Mitterrand).

La victoire de J. Chirac s'explique aussi par l'élargissement de sa base électorale traditionnelle. Il gagne des voix dans des électorsats qui lui refusaient jusque là leurs suffrages. Il enregistre une avancée de 7 points parmi les ouvriers, 5 parmi les employés, 8 parmi les chômeurs. Surtout il obtient les suffrages des jeunes qui jusque là accordaient majoritairement leur voix à la gauche. C'est la deuxième dynamique dont a profité la droite. Toutes tendances confondues, elle obtient 63% des voix chez les 18-24 ans, soit 16 points de plus qu'en 1988, et 58% chez les 25-34 ans<sup>10</sup>.

### 3. L'IMPLICATION POLITIQUE ET ÉLECTORALE DES JEUNES FRANÇAIS

Malgré la crise de la représentation et la crise d'appartenance politique, et contrairement à ce que l'on pourrait attendre, non seulement les jeunes ne s'intéressent pas moins à la politique que leurs aînés, mais il n'y a pas non plus de recul général quant au niveau de cet intérêt. Bien au contraire. En 1995, les Français sont plus nombreux à déclarer, s'intéresser beaucoup ou assez à la politique que par le passé (46% en 1978, 42% en 1988, 50% en 1995)<sup>11</sup>. Chez les jeunes l'évolution est comparable (40% des 18-24 ans en 1988, 49% en 1995). Si l'on remonte plus loin dans le temps, au début des années 60, en 1962 très exactement, un sondage de l'IFOP conduit auprès des 16-24 ans fait état d'une proportion assez semblable de jeunes se déclarant intéressés par la politique (53%). La relative stabilité d'un intérêt plutôt favorable pour les affaires politiques est un résultat en soi. Malgré les signes d'un desserrement du lien politique, se manifestant par des attitudes plus négatives et par des comportements plus inconstants, les Français ne sont pas plus nombreux à se déclarer non intéressés et hors du jeu qu'intéressés et concernés.

Pour comprendre ce qui peut fonder l'intérêt -et le désintérêt- des jeunes pour la politique aujourd'hui, il faut tenter de dresser une sorte d'état des lieux de leurs griefs et de leurs dénonciations d'une part et de leurs attendus d'autre part. Une série d'entretiens menés dans le cadre d'une enquête qualitative sur le rapport des jeunes à la politique, révèle l'importance de leur dénonciation mais aussi l'ampleur de leurs attentes.

#### ***La politique «démasquée»***

L'évocation du mot «politique» suscite avant toute autre perspective des images négatives. Le rejet de la politique telle qu'elle se donne à voir quotidiennement, est vivement exprimé, les dévoilements des hommes comme des institutions sont dénoncés, avec la même force de conviction qu'il s'agisse des étudiants ou des salariés, des jeunes diplômés ou des jeunes sans diplôme, des jeunes de droite, de gauche, ou sans orientation politique définie. L'homogénéité des propos est impressionnante. Le constat est unanime, et est argumenté à partir de trois types de dénonciation qui reviennent dans tous les propos.

En premier lieu, une perte de confiance. Les promesses non tenues par la gauche, et le «désenchantement» durement éprouvé qui s'en est suivi, ont mis

en faillite l'idée même d'efficacité ou de projet politiques. Ce reproche, lié aux orientations politiques elles-mêmes du pouvoir socialiste, déborde d'ailleurs des seuls sympathisants de la gauche et se manifeste aussi dans les discours des jeunes se classant à droite ou se situant en retrait de toute attache partisane.

Seconde dénonciation, la vanité des querelles politiciennes. Celles-ci ont vidé la politique de ses contenus et de ses projets, la réduisant au jeu des divisions internes, des alliances et des opportunismes, d'ailleurs de plus en plus complexes à saisir et à décoder. Les magouilles financières relayées par les ambitions personnelles et les arrivismes de toutes sortes condamnent toute perspective d'authenticité politique. La politique «*domaine des gens sans scrupule*», des «*guignols*», et de l'argent, n'inspire pas un sentiment d'approbation. Comme le dit l'un de nos enquêtés: «*Il y a plus de respect dans un match de boxe qu'en politique!*»

Enfin, dernier reproche, la corruption. Les scandales politiques et financiers qui ont agité le pays ces dernières années ont tout particulièrement exacerbé la perte de confiance des citoyens vis-à-vis de leurs représentants politiques, et ont fortement contribué à une impression «*d'écoeurement*».

En d'autres temps, en d'autres instances, les arguments utilisés ici ont pu servir de rhétorique à d'autres types de discours, à celui de certaines corporations de métiers connues pour leurs visions protestataires, par exemple les artisans et les petits commerçants, ou encore à des mouvements politiques traditionnellement anarchisants ou contestataires. Mais ce qui est sans doute nouveau par rapport à des temps antérieurs est de les trouver partagés d'une façon aussi consensuelle par les classes d'âge les plus jeunes, et dans une interprétation aussi univoque. La politique telle qu'elle est perçue et jugée aujourd'hui, n'évoque pas d'images positives, et que peu d'appréciations nuancées. De la part des nouveaux électeurs, les adultes de demain, le constat n'est pas anodin. Désenchantée et cynique avant l'âge, la vision des jeunes de la politique doit-elle en rester là? En contrepoint d'une remise en cause à la fois si radicale et si désespérée, trouve-t-on des suggestions, et même des référents sur ce que devrait être la politique, et sur ce que serait une «*autre*» politique? Autrement dit s'ils déconstruisent, que reconstruisent-ils à la place? Et à quelles conditions la garantie de leur intérêt pour la politique serait-elle maintenue?

***Enquête d'un «nouveau» répertoire politique***

Le pessimisme de rigueur sur l'efficacité et la légitimité de la politique actuelle tranchent singulièrement avec les attentes fortes et ambitieuses qu'ils expriment à son égard. Cette génération en mal de politique, et pourtant difficilement soupçonnée d'irréalisme, n'a pas définitivement rangé sa panoplie d'illusions. La liste des remèdes est dressée, non sans quelque regain d'idéalisme d'ailleurs. On y perçoit notamment la confirmation de certaines prédictions sur l'évolution de la participation politique, sur l'émergence de nouvelles formes de citoyenneté et sur la diversification des modes d'action collective, au nom de valeurs post-matérialistes, établissant un lien plus direct avec un certain nombre d'impératifs moraux, et impliquant, par de nouveaux enjeux, l'individu dans la collectivité.

En préalable, la nécessité d'une moralisation de la politique s'impose: le besoin de transparence, l'urgence de retrouver une «*dignité*» au débat politique, voire une «*objectivité*» dans les dossiers traités, de «*donner une impression de vérité*», «*plus de profondeur et plus d'amour*», sont autant d'expressions de la volonté des jeunes d'épurer la politique pour renouer avec elle et lui accorder à nouveau une crédibilité. L'éducation est souvent invoquée, notamment par le relais de l'instruction civique, ou même des cours de morale à l'école, cités en référence du temps passé, comme les garants et le relais dans la transmission, d'un certain nombre de repères et de valeurs au service, même indirectement, du politique.

Une meilleure communication entre les personnes, ainsi qu'une meilleure diffusion de l'information, sont réclamées. Le rôle des médias en la matière est très attendu.

Vient ensuite la nécessité d'une réconciliation entre les impératifs économiques et les impératifs commandés par ce que l'on pourrait définir comme un «humanisme de bon sens». La politique serait à l'interface de ces deux types d'exigence, et par là-même constituerait une sorte «*d'ossature*» morale de la société, relevant le défi de «*penser aux gens et à l'économie en même temps*».

Le «programme» est ambitieux. Pour l'appliquer, les idées, les projets doivent à nouveau habiter la politique, lui donner sa substance. Mais il ne s'agit plus des idées politiques d'antan, sous-tendues par les clivages idéologiques traditionnels et par les attaches partisans qui en découlaient. Il faut maintenant «converger plutôt que diverger, s'unir plutôt que se différencier». Tel pourrait être le mot d'ordre d'une nouvelle éthique politique. Les étiquettes sont rejetées, non pas seulement au nom de leur obsolescence, mais aussi parce qu'elles sont

facteurs de querelles, et des impasses qu'elles entretiennent, dont les jeunes veulent débarrasser le système politique. Les idées sont «désidéologisées» au nom de l'efficacité et de la compétence politique. Il faut faire appel à la compétence et à la bonne volonté plus qu'à l'appartenance politique.

Enfin, un renforcement de la démocratie directe est très vivement réclamé, qui confirme le besoin de rapprochement entre le monde politique et la population. Les citoyens doivent être davantage consultés, pris en compte dans les décisions. L'idée d'une politique «interactive» est émise, à l'instar de la publicité qui doit trouver de nouvelles logiques de communication, permettant au «consommateur» de se réapproprier les messages émis, et prenant en compte aussi ceux que ce dernier peut émettre en retour. La politique servirait le rêve d'une communication vraie entre tous et entre toutes, les dominants et les dominés, à l'échelon local comme à l'échelon planétaire, dans le respect des différences culturelles et politiques.

Cette vision d'un espace politique élargi, éminemment «démocratique», réapproprié et habité par une diversité de tendances et d'intérêts, met en cause la dimension élitiste de la politique, de son personnel, comme de ses modes d'action. Elle suppose une intensification de la participation, de plus en plus orientée par des actions ponctuelles et ciblées, selon les enjeux et les intérêts spécifiques de certains groupes, de certaines catégories sociales, ou même en fonction de communautés d'intérêts individuels. L'ensemble de ces évolutions, présentées dans les travaux de science politique depuis un certain nombre d'années, se profilent à l'horizon des attentes actuelles des jeunes à l'égard de la politique. S'y ajoute une volonté sous-jacente, si la politique change et répond au souci éthique qu'ils en ont, de réinvestir le terrain de l'action et de l'engagement. *«La politique, c'est quelque chose d'important»*, est une phrase qui revient souvent dans leurs discours. Important, tant par ses implications dans la vie de tous les jours, *«en gros, c'est ce qui fixe le prix de la baguette de pain»*, que dans ses fonctions symboliques et représentatives, *«elle est investie de la charge de représenter le pays à l'extérieur»*.

Le niveau d'exigence qui transparaît dans ce «répertoire» des attendus de la politique est élevé. Il mobilise des référents «hauts de gamme» et décline des impératifs qui annoncent peut être les conditions d'émergences d'une «nouvelle morale politique». Dignité et transparence, cohésion plutôt que coercition, unité et respect des différences, communication et renforcement de la démocratie, en seraient les principes qui, derrière leur idéalisme apparent, redéfinissent les

conditions sinon d'une restauration, en tous cas du maintien d'un lien au politique.

### ***Une inscription différée sur les listes électorales***

9% de français ne sont pas inscrits sur les listes électorales. Chez les jeunes la non-inscription est nettement plus marquée et le passage à l'acte ne se fait que très progressivement. Un quart des jeunes ne s'inscrivent pas avant l'âge de vingt ans; à vingt-cinq ans, cette proportion se restreint (14%) mais reste très largement supérieur à celle que l'on observe dans l'ensemble de la population<sup>12</sup>. Un certain nombre de paramètres peuvent venir encore renforcer cette attitude de relatif retrait vis-à-vis du politique.

Tout d'abord, des paramètres liés au type même de l'élection. L'élection présidentielle est généralement plus motivante pour s'inscrire que toute autre élection. Lorsqu'il s'agit d'années ne comportant pas d'élection majeure, un tiers seulement des jeunes atteignant leur majorité s'inscrivent. Pour les municipales, en 1989, la proportion s'élève à 58%, à 60% pour les législatives de 1993. Pour les présidentielles de 1988 comme de 1995, ce mouvement d'inscription passe à 72%<sup>13</sup>.

Les paramètres liés aux conditions de l'insertion sociale sont décisifs. Alors que le taux moyen de non-inscription s'élève à 9% pour l'ensemble de la population, parmi les chômeurs ou les salariés dans des emplois précaires, il atteint respectivement 19% et 26%<sup>14</sup>. Les jeunes urbains, issus des milieux populaires, ayant un niveau de formation peu élevé, et connaissant des difficultés d'insertion sociale sont en plus forte proportion comptabilisés parmi les non-inscrits.

Ce premier passage à l'acte de l'entrée officielle en politique s'échelonne dans un calendrier diversifié selon les circonstances biographiques et familiales et selon les conditions d'insertion dans la société<sup>15</sup>.

Deux types de trajets d'inscription peuvent être identifiés: les inscriptions «précoces» qui sont le fait de jeunes s'inscrivant dès 18 ans et les inscriptions «différées» à plus ou moins brève échéance dans le temps. Qu'est-ce qui les différencie?

Le premier trajet est le plus emprunté. Les inscriptions «précoces» sont largement majoritaires, il ne faut pas l'oublier. Les trois quart des jeunes s'inscrivent avant vingt ans et ce quelle que soit leur situation d'insertion sociale ou leur niveau de formation. Cette inscription précoce échappe à première vue aux déterminants socio-culturels tandis que l'influence familiale s'impose comme plus déterminante. Elle s'accompagne surtout nettement plus souvent d'une marque d'intérêt pour la politique.

En revanche, une inscription «différée» dans le temps, et a fortiori une non-inscription durable, obéit davantage aux circonstances sociales d'existence immédiate des individus. Ceux qui reportent leur décision sont plus souvent des jeunes chômeurs ou des jeunes salariés que des étudiants. Plus souvent aussi des jeunes déclarant ne pas s'intéresser à la politique.

L'acte de s'inscrire sur les listes électorales est lié à l'intérêt pour la politique. Mais selon la situation sociale, la marque de cet intérêt n'a pas les mêmes conséquences ni le même poids sur la décision de s'inscrire. Les étudiants se montrent toujours plus intéressés par la politique que les autres, et ce même lorsqu'ils ne s'inscrivent pas sur les listes électorales. Les chômeurs, qu'ils soient inscrits précoces, inscrits tardivement ou non-inscrits, sont ceux qui déclarent toujours s'y intéresser le moins. Enfin, c'est parmi les salariés que l'on observe la relation de dépendance la plus étroite entre la non-inscription et le non-intérêt pour la politique.

### ***Le moment du vote***

Les jeunes, une fois inscrits sur les listes électorales, votent-ils? L'acte de voter suppose en effet une disposition supplémentaire: avoir fixé un choix et s'être rendu disponible. En bref, il nécessite l'implication plus personnelle que requiert une «décision» politique. Excepté pour l'élection présidentielle qui, quels que soient les groupes d'âge et quelles que soient les circonstances politiques, est toujours la plus mobilisatrice, lors des autres scrutins les jeunes sont plus abstentionnistes que la moyenne des Français. Mais paradoxalement, et ce d'une façon constante, les plus jeunes, lorsqu'ils sont inscrits, sont plus participationnistes que les plus âgés ayant franchi le cap des vingt ans. Parmi les inscrits, l'âge de la plus faible participation n'est donc pas celui du tout début de la vie électorale. Si les 18-20 ans sont moins nombreux que les 20-25 ans à être inscrits sur les listes électorales, le taux de leur participation est plus élevé. Lors de l'élection présidentielle de 1995, si l'on compte parmi les 18-20 ans 6% de

jeunes, électeurs potentiels, s'étant abstenus aux deux tours du scrutin, à 25 ans, ils sont 15% dans ce cas<sup>16</sup>. Entre 20 et 25 ans, la disponibilité des jeunes se rétrécit sans doute. Faute de temps, pressés par d'autres urgences, occupés par des intérêts nouveaux, -la recherche accrue d'un emploi, la préparation des examens, l'expérience d'une nouvelle vie qui se fait de plus en plus avec un pied en dedans et un pied en dehors de la maison-, les jeunes peuvent temporairement se détourner de la politique. La famille, comme pour l'inscription sur les listes électorales du reste, a un effet intégrateur. Les étudiants ayant quitté le domicile parental sont plus abstentionnistes que les autres.

A ces traits de comportement caractéristiques du moratoire politique des années de jeunesse, viennent s'ajouter les effets entrecroisés de la compétence politique et de la compétence sociale. Plus on est intéressé par la politique, moins les chances d'abstention sont nombreuses. Le jeu de la participation et de l'abstention obéit à une même logique de différenciation que celle qui a été identifiée pour l'inscription sur les listes électorales.

Les jeunes chômeurs sont les plus abstentionnistes et restent, même lorsqu'ils participent à l'élection, les moins impliqués politiquement. Chez les salariés comme chez les étudiants, la participation électorale apparaît davantage liée à l'intérêt. Toutefois, le comportement électoral des étudiants reste dans l'ensemble moins directement assujéti au degré d'implication politique: l'intérêt et le non intérêt départagent dans une même proportion les abstentionnistes.

Par ailleurs, les circonstances liées au contexte électoral dans lequel les jeunes sont appelés à émettre un choix, comptent elles aussi. Non seulement ceux-ci doivent s'inscrire dans une logique d'action et de décision devant les conduire jusqu'au bureau de vote, mais ils doivent aussi composer avec les contraintes imposées pour l'offre politique elle-même.

La crise de la représentation politique, actuellement particulièrement marquée, touche à la logique même des adhésions partisans. La période récente se caractérise par une moindre stabilité des choix électoraux, mais surtout par une indécision et par une incertitude qui pèsent de plus en plus sur les enjeux propres à chaque élection. La fiabilité des prévisions des sondages a d'ailleurs été sérieusement mise à mal. Et pour cause, comment saisir les intentions de vote d'électeurs de moins en moins convaincus, de plus en plus critiques, et de moins en moins stables? La dernière élection présidentielle de mai 95 est de ce point de vue exemplaire. L'incertitude a pesé jusqu'au bout, jusqu'au jour même du second tour. Elle a révélé l'ampleur du malaise sous-



jacent lié à l'inadéquation d'une offre politique de moins en moins polarisée (à l'exception du Front national). Cette incertitude fut évidemment plus marquée au sein de la jeunesse. Si 40% de l'ensemble des électeurs reconnaissent avoir fait leur choix pendant la campagne électorale ou les quelques jours précédents l'élection, la proportion des 18-25 ans dans ce même cas atteint 54%<sup>17</sup>. Lors de l'élection présidentielle de 1988, les jeunes n'étaient que 23% à se dire aussi incertains!

### ***Le vote à l'élection présidentielle de 1995***

Si l'incertitude et la difficulté de choisir ont plus que jamais pesé, les jeunes ont malgré tout voté. Ils ont même assez largement participé au scrutin, dans une proportion semblable à celle de l'ensemble de l'électorat. Cela doit être remarqué. C'est la non-inscription sur les listes électorales plus que l'abstention qui explique le retrait de ceux qui sont restés hors-jeu. Si près du tiers (30%) des 18-19 ans n'ont pas participé à l'élection, c'est parce qu'ils n'avaient pas pris la décision de s'inscrire (25%), car l'on ne dénombre que peu d'abstentionnistes véritables (seuls 5% se sont abstenus aux deux tours de l'élection). Les 20-25 ans ont moins voté: 10% d'entre eux se sont abstenus aux deux tours, soit une proportion semblable à celle que l'on retrouve dans l'ensemble de l'électorat (11%)<sup>18</sup>.

Cette importance de la participation, certes toujours plus intense s'agissant d'une élection présidentielle que pour tout autre type d'élection, est révélatrice des attentes des jeunes vis-à-vis du monde politique. Pas de désaffection. Point de dépolitisation. Si les repères sont brouillés, les jeunes ne délaissent pas pour autant la scène politique et ne mettent pas au banc leur pouvoir de décision.

Comment ont-ils voté? Contrairement aux deux élections présidentielles précédentes de 1981 et de 1988, les jeunes n'ont plus donné leur préférence à un candidat de gauche. En 1981, et particulièrement en 1988, ils avaient dans une large majorité donné leurs voix à François Mitterrand (en 1981, 63% des 18-25 ans contre 52% de l'ensemble des votants, en 1988 69% contre 54% de l'ensemble des votants).

Pour l'élection présidentielle de 1995, c'est à Jacques Chirac qu'ils donnent une majorité de suffrages, 53%, tandis que Lionel Jospin n'en recueille que 47%. C'est un changement et un tournant dans la sensibilité politique des jeunes de ce pays. Déjà au premier tour, l'ensemble des voix totalisées par les

partis de droite atteint 55%, tandis que les partis de gauche (avec les écologistes) n'obtiennent que 45% des suffrages. En 1988, la proportion est inverse, une forte majorité pour la gauche, 64%, et seulement 36% pour la droite<sup>19</sup>.

Mais s'il y a bien changement d'orientation, l'enseignement essentiel de cette élection est la confirmation de la perte de spécificité de choix politiques qui seraient propres à la jeunesse. On ne dénote plus de structuration spécifique du vote qui différencierait les jeunes des autres classes d'âge. Comparée aux années quatre-vingt, l'évolution est significative. Même le vote pour le mouvement écologiste qui fut un temps caractéristique du «vote jeune» n'est plus déterminant: 7% pour Dominique Voynet, c'est plus que dans l'ensemble de l'électorat, 3%, mais peu comparé au score atteint lors des élections législatives de 93, 12% parmi les 18-25 ans. Les divisions internes au mouvement et les querelles personnelles de pouvoir semblent avoir durablement discrédité les écologistes.

Plus de spécificité dans les choix, plus de différence non plus entre les jeunes hommes et les jeunes femmes. C'est un autre résultat important. Contrairement à ce que l'on observe depuis une dizaine d'années, les jeunes femmes ne donnent plus leurs préférences à la gauche. Au second tour de l'élection présidentielle de 95, elles donnent même en majorité leur voix à Jacques Chirac (51% d'entre elles, 47% parmi les jeunes hommes).

Reste à expliquer l'attraction de Jacques Chirac pour ces jeunes électeurs. Car il y a là un réel changement. Lors du premier tour de l'élection présidentielle de 1981, les 18-24 ans n'avaient été que 11% à se prononcer en sa faveur, en 1988, 14%, en 1995, ils sont 29%. Jacques Chirac arrive en tête de tous les autres candidats. Au second tour de l'élection présidentielle de 1981, Valéry Giscard d'Estaing n'obtenait que 37% des voix des jeunes, en 1988, Jacques Chirac en recueillait 40%, en 1995, 53%<sup>20</sup>. La progression faisant basculer l'électorat jeune à droite est constante. Les jeunes électeurs ont sanctionné les candidats qu'ils ont vu à l'épreuve du pouvoir. Et tout d'abord Edouard Balladur, 13% seulement d'entre eux ont voté pour lui, 19% de l'ensemble de l'électorat<sup>21</sup>. La «Consultation Jeune», lancée par l'ancien Premier ministre, a vraisemblablement engendré rancœurs et déceptions de la part d'une jeunesse qui s'était largement prêtée au jeu, et dont les attentes étaient à la mesure des enjeux escomptés. Dans une moindre mesure, ils ont aussi sanctionné le candidat du Parti Socialiste, qui n'a pas su ni pu personnifier le changement qu'ils espèrent. Jacques Chirac a réussi à se présenter comme le «seul» candidat pouvant autoriser ce changement. C'est le paradoxe de son succès, car il est loin

d'être un «nouvel homme» en politique. Les plus jeunes ne le connaissent pas bien, en tous cas ne se souviennent pas de ses responsabilités politiques dans le passé, notamment lors du mouvement lycéen-étudiant de 86, lorsqu'il était Premier ministre. Son relatif succès électoral au sein de la jeunesse résulte de la conjonction d'une amnésie collective et d'une campagne tout particulièrement ciblée, et non sans une certaine démagogie, en direction des fractions de la jeunesse, confrontées à la difficulté d'entrer sur le marché du travail à des postes ou à des places correspondant à leur formation.

Un autre résultat important de cette élection est la confirmation de l'attraction du vote Le Pen parmi les jeunes. 18% des 18-25 ans ont voté pour lui au premier tour, soit une proportion plus large que dans l'ensemble de l'électorat (15%). En 1988, les jeunes électeurs de Le Pen ne représentaient que 10% (11% dans l'ensemble de l'électorat)<sup>22</sup>. L'élargissement de son influence est considérable et il faut bien le dire inquiétante. Dans les précédentes élections le vote pour le Front national était toujours plus marqué parmi les hommes que parmi les femmes. Pour la première fois, les jeunes femmes sont aussi nombreuses que les jeunes hommes à avoir voté pour ce parti. C'est une indication supplémentaire de la banalisation de ce vote au sein de la jeunesse, et de son danger potentiel dès lors qu'il arrive à convaincre de jeunes électeurs dans une période de crise sociale et économique, mais aussi de crise politique. En France aujourd'hui, le vote protestataire concerne de plus en plus d'électeurs. Plus du tiers de l'électorat (39%) exprime par son vote son refus des autres partis politiques avant d'exprimer une quelconque adhésion. Parmi les jeunes, 44% reconnaissent voter d'abord contre un candidat<sup>23</sup>. Si cette tendance se maintient, les conditions de la construction de l'identité politique des individus risquent à termes de poser problème. Quelles peuvent être les conséquences d'un premier vote protestataire dans le processus de la socialisation politique d'un individu?

Si le vote pour Le Pen concerne une proportion croissante de jeunes, de grandes différences subsistent selon les milieux sociaux et selon le niveau de formation. Le vote protestataire lepéniste est fortement soumis à des déterminations sociologiques. Parmi les jeunes qui n'ont pas le baccalauréat, le score pour Le Pen grimpe à 24% parmi les jeunes poursuivant des études supérieures il chute à 4%. Ce vote concerne d'abord les jeunes chômeurs ou à la recherche d'un emploi (26%), dans une proportion non négligeable les jeunes salariés (22%), mais pas les étudiants (7%)<sup>24</sup>. Il est une réponse à l'anxiété croissante vécue par les jeunes des milieux populaires directement menacés par les risques de précarité et d'exclusion sociale.

En revanche, c'est parmi les jeunes des milieux sociaux les plus favorisés et dont le niveau de formation est supérieur, que les scores pour Lionel Jospin sont les plus élevés. Au premier tour 34% des étudiants ont voté pour lui (seulement 21% des jeunes salariés et 11% des jeunes chômeurs)<sup>25</sup>. Au second tour, si l'on compare les différents niveaux de formation, Jacques Chirac l'emporte dans toutes les catégories de jeunes, excepté parmi ceux qui poursuivent des études supérieures.

Ainsi observe-t-on un véritable renversement de tendances. La droite, même si l'on excepte l'importance du vote Le Pen, semble plus attractive parmi les jeunes salariés et parmi les jeunes chômeurs, issus de milieux populaires. Jacques Chirac a convaincu cette partie de la jeunesse sur la base d'arguments populistes. Par contre, la gauche socialiste résiste mieux parmi les jeunes étudiants issus de milieux sociaux favorisés. Ces résultats confirment, parmi les jeunes, à l'instar de ce que l'on constate dans l'ensemble de l'électorat, les difficultés rencontrées par les forces de gauche, socialistes et communistes, pour maintenir leur attraction et leur force de persuasion au sein des couches populaires de la société.

Au terme de cette réflexion sur le rapport des jeunes Français à la politique aujourd'hui, sur la crise du politique et ses conséquences, c'est à la question de la transmission qu'il nous faut revenir. La transmission, en tant que mécanisme de construction de l'identité des individus, est ce qui fait lien et continuité entre les générations mais aussi ce par quoi s'introduit le changement social et politique. Entendue ainsi, trois évolutions relativement paradoxales (et ce sont justement ces paradoxes qui interrogent) dans le processus de socialisation politique des individus apparaissent déterminantes dans la construction des choix et des modèles d'attitudes et de comportements à venir:

- un net accroissement du niveau de connaissance et d'information politiques coexiste pourtant avec de plus grandes difficultés de repérage dans l'espace politique et avec une relative atténuation des possibilités d'identification partisane et idéologique.

- une dilution des marqueurs idéologiques et une moindre adéquation logique ou «naturelle» de ceux-ci avec les modes de positionnement politique choisis. Ceci aboutit à une plus grande volatilité électorale et à un amoindrissement de la stabilité, voire de la durabilité, des affiliations partisans. Assisterait-on plus que par le passé à une déconnexion partielle de l'espace des clivages idéologiques et de l'espace des clivages politiques? Ceux-ci ne se recouvriraient plus aussi bien qu'avant, ils recouperaient moins les clivages

sociologiques traditionnels, et laisseraient des interstices dans lesquels s'engouffreraient de nouveaux types d'expression ou de revendication politiques.

- enfin, s'il y a moins d'identification et davantage d'expérimentation sociale et politique, comment se transmettront au fil de l'histoire et dans la chaîne des générations les fondements d'une culture politique référentielle commune?

## NOTES

1. ERIKSON, Erik H.: *Adolescence et crise. La quête de l'identité*. Flammarion pour la traduction française, Paris, 1972.
2. MUXEL, Anne: «Le moratoire politique des années de jeunesse», dans RÉMOND, René et PERCHERON, Annick (eds.): *Age et politique*. Paris, Economica, 1991.
3. MAYER, Nonna et PERRINEAU, Pascal: *Les comportements politiques*. Paris, Armand Colin, 1992.
4. MAYER, Nonna et PERRINEAU, Pascal: *op. cit.*
5. INGLEHART, Ronald: *Culture shift in advanced industrial society*. Princeton, Princeton University Press, 1990.
6. Sondage post-électoral SOFRES, 1995.
7. Sondage post-électoral SOFRES, 1995.
8. Sondage post-électoral SOFRES, 1995.
9. JAFFRÉ, Jérôme: «Les scrutins du printemps 1995. La dynamique de la droite et les limites de la remontée socialiste», *Pouvoirs*, 75/1995.
10. Idem.
11. Enquêtes post-électorales du CEVIPOF, 1978, 1988, 1995, SOFRES.
12. HÉRAN, François et ROUAULT, Dominique: «La présidentielle à contre-jour: abstentionnistes et non-inscrits», *INSEE-Première*, n° 397/juillet 1995.
13. HÉRAN, François et ROUAULT, Dominique: «La double élection de 1995: exclusion sociale et stratégie d'abstention», *INSEE-Première*, n° 414/novembre 1995.
14. MAYER, Nonna; PERCHERON, Annick: «Les absents du jeu électoral», *INSEE, Données sociales*, 1990.
15. MUXEL, Anne: «L'âge des choix politiques. Une enquête longitudinale auprès des 18-25 ans», *Revue française de sociologie*, XXXIII, 1992.
16. HÉRAN, François et ROUAULT, Dominique: «La présidentielle...», *op. cit.*
17. Sondage post-électoral de la SOFRES, 1995.
18. HÉRAN, François et ROUAULT, Dominique: «La présidentielle...», *op. cit.*
19. Enquêtes post-électorales du CEVIPOF, 1988, 1995, SOFRES.
20. Sondages post-électoraux, 1981, 1988, 1995, SOFRES.
21. Sondage post-électoral, SOFRES, 1995.
22. Enquête post-électorale du CEVIPOF, 1995, SOFRES
23. Sondage post-électoral SOFRES, 1995.
24. Enquête post-électorale du CEVIPOF, 1995, SOFRES.
25. Idem.